



Rétrospective des dépossessions, de la militarisation et de la contre-insurrection dans le sud-est du Mexique et en Amérique Centrale

De la guerre qui est à la guerre qui vient

Par [Javier Abimael Ruiz García](#)

Mondialisation.ca, 15 juillet 2019

[Avispa \(Opinion\)](#) 6 juillet 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Le 16 août 2014, le Congrès National Indigène publia la seconde déclaration sur l'expropriation de nos peuples, dans laquelle était exposée de en guise de métaphore, 24 rétrospectives de l'expropriation territoriale et de la guerre contre les peuples à l'échelle nationale ; structurées par une relation intrinsèque entre les violences politiques de l'état - autrement dit, la militarisation, les réformes, la création de lois etc. -, les violences destructrices, anonymes du capitalisme ; depuis les agissements des grandes corporations - minières, pétrolières, etc. - jusqu'au crime organisé dans sa grande diversité de cartels. A 5 ans de cette déclaration, la guerre non seulement s'est intensifiée, la continuité de la militarisation et des expropriations se sont poursuivies, sous prétexte de lutte contre le crime organisé. [et plus récemment de « protection de l'environnement ». NdT]

Le déploiement de la garde nationale, qui était prévu pour le 30 juin de cette année, a été avancé au mardi 18 juin (1) en raison des accords conclus entre le secrétaire des Relations Extérieures des États-Unis du Mexique, Marcelo Ebrard, et Mike Pence, vice-président du gouvernement des USA. La menace d'une guerre douanière contre le Mexique impulsée par le président Trump a fait trembler l'état, ses institutions et un secteur libéral de la région. Contenir le flux migratoire en 45 jours fut la condition posée par le gouvernement US pour freiner ce qui aurait pu générer une « crise économique à cause de l'augmentation des barrières douanières prévues »

Quelques semaines auparavant, la Commission Économique pour l'Amérique Latine et Caraïbe (CEPAL) avait présenté, lors d'une conférence de presse matinale du président Andrés Manuel López Obrador, une proposition appelée « Plan de développement intégral : Salvador, Guatemala, Honduras et Mexique » comme une réponse pour combattre le phénomène migratoire en Amérique Centrale. Dans ce plan sont proposés l'établissement d'une interconnexion électrique entre les pays de la région qui impliquerait la construction d'un gazoduc de 600 km pour « l'intégration entre le Sud du Mexique et l'Amérique Centrale par le transport des excès de gaz naturel et permettant de faire baisser les coûts», en plus d'un terminal et d'une centrale énergétique dans le port de Cortés au Honduras, de l'amélioration des infrastructures des 950 km de la frontière entre le Guatemala et le Mexique, de la construction d'une voie ferroviaire de 710 km depuis la ville de Hidalgo dans les Chiapas, jusqu'à port de Libertad au Salvador (2) qui pourrait connecter en même temps le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Mexique. S'ajoutent à cela, des projets

d'investissement dans des presses hydroélectriques, des projets de parcs éoliens et de panneaux solaires, des projets miniers en continuation du projet Mesoamérica financé par différentes Corporations -comme les pétrolières EXXON, SHELL, etc - et également par la Banque Mondiale (3). Le tout impulsé et justifié de cette manière [lutte contre les migrations forcées par le développement économique] par la CEPAL.

Le 14 juin a été publié dans le journal officiel de la fédération le décret qui crée un organisme « public, décentralisé, doté de personnalité juridique et d'un patrimoine propre, non sectorisé et dénommé Corridor Interocéanique de l'Isthme de Tehuantepec » (4), organe qui assumera la direction de la construction des divers projets du plan de Développement Intégral pour sa partie concernant l'isthme. Une semaine auparavant, les habitants de différentes communautés de l'état d'Oaxaca et de différentes organisations sociales s'étaient réunis dans le cadre d'une rencontre sur le thème« l'Isthme est à nous », pour refuser la proposition de canal interocéanique du gouvernement fédéral.

A partir des négociations du 5 juin à la Maison Blanche, ces initiatives, tant celle de la CEPAL que le Couloir Interocéanique, se sont accélérés pour protéger aussi bien les intérêts du voisin du Nord, que ceux des Corporations elles-même. Ce complexe de méga-projets implique la matérialisation d'une trame économique impliquant des variables politiques clairement néo-libérales, inscrivant comme unique solution celle de « résoudre » la crise dans le cadre même qui l'a causée. Crise qui se présente actuellement comme migratoire, énergétique, politique et économique.

En réponse à l'exode migratoire, se poursuit en ce moment le déploiement de la Garde Nationale - commencé le 18 juin - qui implique la mobilisation de 6000 effectifs, ainsi que de 825 agents de l'Institut National de Migration (5) en différents points stratégiques de passage des migrants dans la zone sud-est.

Face à cette situation, le vendredi 14 juin, le commissaire de l'Institut National de la Migration et spécialiste des questions migratoires, Tonatiuh Guillén a démissionné en formulant de fortes critiques contre les politiques anti-migrants du gouvernement étasunien. Après cette désertion, Francisco Garduño a assumé cette responsabilité, il avait été auparavant Commissaire de l'Organe Administratif Décentralisé de Prévention et Réadaptation Sociale au Niveau Fédéral, autrement dit, il s'agit d'un spécialiste des prisons. (6) Simultanément Kevin McAleenan, ancien commissaire des douanes, a été nommé chef du département de Sécurité des USA, et la possibilité que Thomas Homan, ex directeur de l'agence migratoire connue comme ICE, le remplace dans les prochains jours a été évoquée ; un homme connu comme le nouveau « Tsar des Frontières », et qui, en plus de soutenir la séparation des familles des migrants dans le processus de détention, promet de multiplier par 4 ou 5 les contrôles et déportations de migrants, et de renforcer (7) les nouveaux camps de concentration déjà installés à la frontière de ce pays. Cela fut la réponse de Trump au flux migratoire, la militarisation non seulement de la frontière Nord [du Mexique], mais également le repositionnement du Commandement Sud au Guatemala et la capacitation par ce commandement de militaires honduriens pour différentes tâches qui comprennent « les salles de nettoyage, la qualification en maniement des armes, contrôle de véhicules et points de contrôles tactiques (8)» avec pour objectif de combattre l'exode et les autres menaces internes. Les pratiques de militarisation et de détention de migrants sont arrivées à un point qui ressemble fort aux camps de concentration Allemands du siècle dernier, comme l'affirme David Brooks, « nous sommes entrés dans un système de camps de concentration, dont la définition est : la détention massive de civils sans jugement ». C'est clair, « la semaine passée a été révélé que le gouvernement de Trump

utilisera une base militaire en Oklahoma qui était un camp de concentration des japonais-étasuniens internés pendant la Seconde Guerre Mondiale, y seront détenus quelques 1400 enfants migrants non accompagnés ». (9)

L'exode migratoire ne peut se comprendre sans la formule expropriation-militarisation, qui en termes géopolitiques se traduit en zones de sacrifice (territoires stratégiques riches en ressources naturelles, culturelles) et zones d'accumulation, points géographiques qui se « développent » au détriment d'autres lieux géographiques et qui reposent sur une logique commune : la violence du capital, soutenue par les différentes formes d'états (depuis les progressistes comme le Nicaragua jusqu'au néo-libéraux) et l'introduction, principalement par les USA, de différentes stratégies contre-insurrectionnelles.

C'est précisément dans ce contexte que se produit la militarisation du Mexique par la Garde Nationale. Le contrôle territorial du Sud n'est qu'un des efforts pour mener un processus de réorganisation territoriale en faveur du capital et de ses grandes corporations, le Train Maya et le Plan de Développement Intégral de l'Isthme de Tehuantepec et de l'Amérique Centrale, qui s'insèrent dans la dite « économie verte ou capitalisme soutenable » (10) comme « nouveaux espaces globaux, dans lesquels l'ordre et la gestion du territoire cessent d'être propriété de l'état pour passer à disposition du capital étranger » (11), un processus d'industrialisation qui implique la construction de grandes zones de [maquileras - stratégiques à échelle globale - et de projets de « développement »](#). [On retrouve le rôle qu'ont joué les Zones.](#)



La décennie 80-90 à été marquée par une grande violence entre groupes guérilleros et les armées des états placées sous égide et conseillées par les différentes institutions et départements de sécurité du gouvernement gringo. Tant le Pentagone, que le département de la Défense et la CIA ont joué un rôle spécifique pour contrecarrer les groupes insurgés, en installant des bases militaires sur tout le territoire de l'Amérique Centrale. Cette stratégie en langage militaire s'appelle « [domination du spectre complet](#) » et implique le contrôle et

la vigilance [de l'ensemble de la planète](#) par 5 commandements spéciaux ; comme nous le savons déjà du Guatemala à la Patagonie officie le Commandement Sud [le Mexique est sous contrôle du commandement Nord et du Homeland Security]. L 'Amérique Centrale a été un laboratoire de contre-insurrection impulsé depuis les différents départements de sécurité étasuniens, qui ont réussi à imposer, dans cette petite région, l'implémentation de pas moins de 28 bases et centres d'opération militaires. La stratégie de « Domination du Spectre Complet » n'a pas seulement servi pour combattre les subversions, elle a servi aussi pour surveiller et contrôler les ressources naturelles. Renan Vega Canto et Felipe Vega ont réussi à retracer les lieux d'établissement de ces bases militaires et centres d'opérations gringos en Amérique Latine dans leur enquêtes "Geopolítica del despojo; Biopiratería, genocidio y militarización" y "Los economistas neoliberales, nuevos criminales de Guerra" (12) La distribution des centres d'opérations et bases militaires est la suivante :

CARTE : La carte montre la répartition des bases mentionnées ici.



Mexique :

1) Bases de Chicomuselo et Juquiplas, Chiapas, 600 effectifs. Elle a été fondée en tant que partie de l'Initiative Mérida, et la militarisation du Sud du Mexique, comprend les 14 000 militaires déployés dans les Chiapas.

2) Académie de l'État de formation et développement policiers des Encinas, San Salvador de Chachapa à l'est de Puebla. Le FBI et autres agences gringas y ont une participation directe.

Guatemala :

3) Fond de maintenance contre le narco-terrorisme, à San José de Guatemala créé par le commandement Sud.

4) Centre d'opération contre le narco-terrorisme de Champerico, créé par le commandement Sud. Caserne-centre d'opérations et embarcadère qui ont demandé un investissement de 1,75 millions de dollars.

5) Centre d'opération contre le narco-terrorisme de Tecun Uman, créé par le Commandement Sud avec un investissement de 1 million de dollars.

6) Centre d'entraînement de Forces Spéciales Kaibiles à Potpun. Commandement Sud et Opérations Spéciales Sud avec un investissement de 1,15 million de dollars, fonctionne comme centre d'opérations et base aérienne.

Honduras :

7) Centre anti-narco. Commandement Sud. Contrat attribué en juin 2010 pour 1,2 million de dollars.

8) Puerto Castrilla. Commandement Sud. Investissement 350 000 dollars.

9) Base aérienne et militaire Sotocano et Palmerola. Elle fut construite à l'origine pour contrecarrer la révolution sandiniste du Nicaragua et de mouvement guérillero du Salvador.

10) Forces d'action conjointe BRAVO-Sotocano.

Salvador :

11) Forces d'Action Conjointe el Aguila, base aérienne de Comalapa.

12) Position d'opérations avancées Miraflores, Commandement Sud d'Opération Spéciales

Belize :

13) Centre anti-narco-terrorisme. Callao Hunting et Callaos Sapodilla. Casernement, centre d'opérations et embarcadère créés par le Commandement Sud avec un investissement de 1,750 million de dollars.

14) Centre d'opérations contre le narco-terrorisme. San Pedro. Casernement, centre d'opérations, embarcadère, entrepôt de combustible et dispensaire, financé par le Commandement Sud, un investissement de 1,5 millions de dollars

Nicaragua :

15) Le Bluff Bluefields. Construction d'un casernement contre le narco-terrorisme par le Commandement Sud, qui apporta 1 million de dollars.

16) Centre contre le narco-terrorisme. Île de Cuerno. Commandement Sud avec un investissement de 500 000 dollars.

17) Corinto. Caserne et embarcadère. Commandement Sud. Investissement 3,9 millions de dollars.

Costa Rica :

18) Base Anti-narcos. Liberia. Construction par le Commandement Sud en 2009. Construction d'un radar et un hangar par les USA.

19) Base navale Punteras. Calderas, Costa Rica. Création d'une école de gardes

côtes. Le Commandement Sud a apporté en 2009 1,5 million de dollars pour la construction de l'embarcadère et des installations.

Panama :

20) Centre contre le terrorisme. Isla Grande, Panama. Casernement, centre d'opération, embarcadère et système de réapprovisionnement créé par le commandement Sud pour 3,5 millions de dollars.

21) Centre contre le narco-terrorisme. El Porvenir, Panama. Centre d'opérations, embarcadère et système de réapprovisionnement créée par le Commandement Sud. Millions de dollars.

22) Centre contre le narco-terrorisme. Puerto Pina. Casernement, centre d'opérations et embarcadère créés par le Commandement Sud avec un investissement de 4 millions de dollars.

23) Centre contre le narco terrorisme. Puerto Obaldia. Investissement du Commandement Sud de 3,5 millions de dollars. (13)

La militarisation et le contrôle de l'Amérique Centrale ont permis que dans cette région soient mis en pratique un large éventail de tactiques et stratégies de contre-insurrection qui furent, dans tous leurs aspects, des générateurs de violence ont eut des répercussions et montrent à présent leurs effets dans le phénomène migratoire.

D'autre part, sur le territoire dominé par l'état Mexicain, la distribution des forces armées se fait à travers 46 zones militaires distribuées sur toute la surface du pays. (14) Dans l'état de Puebla aux Chiapas, nous rencontrons 10 zones à charge de l'institution militaire. Auquel s'ajoute les 266 centres d'opérations de la Garde Nationale, seulement pour Oaxaca, Veracruz, Chiapas, Tabasco ont été établi plus de 50 de ces centres opératifs, lesquels furent les premiers à fonctionner - dès le 18 juin 2019 - pour cause de crise migratoire.

La crise qui se produit à présent est venue accompagnée de stratégies de développement intégral comme réponse à ces dites problématiques, non sans, comme dans le cas mexicain, auparavant militariser la zone du problème en installant un mur de contention contre les exproprié(e)s. En fait, ces propositions de « développement intégral » ont pour unique effet d'intensifier la violence propre au capitalisme, montrant un visage plus aimable. N'oublions pas que ce fut la CEPAL - qui par ses analyses opérées depuis le point de vue de l'économie politique ou « capitalisme à visage humain » - qui a proposé et apporté le label « scientifiques » pour le développement de l'Amérique Centrale via le projet Mésoamérique. Nous ne pouvons oublier que « développer intégralement une zone » est une figure de l'économie politique, qui signifie simplement la reproduction de l'actuel mode de production qui a pour fondement le pillage permanent grâce à l'utilisation de la violence.



Et, comme il fallait s'y attendre, après un peu plus d'une semaine de déploiement de la Garde Nationale, les effets de la répression ont commencé à se faire sentir. Le Réseau de la Zone Nord de Casas [auberges pour migrants] et le Centre des Droits Humain des Migrants dénoncent le harcèlement et la violence avec lesquels ont agit les éléments de la Garde Nationale envers les migrants et les défenseurs des droits humains, au cours des derniers jours (15), non seulement dans la zone nord du pays, mais par dessus tout dans la partie sud, où l'Institut National des Migrations en collaboration avec la Garde Nationale ont agit en réseau contre les migrants (16). Et, comme prévu, la zone Sud-Est du pays est devenue un mur de contention militaire contre les personnes sur le chemin de la migration.

Au cours des derniers mois, plusieurs organisations sociales et communautaires ont dénoncé le Gouvernement Fédéral et l'Institut National des Peuples Indigènes qui ont mené des « Consultations truquées » (17) avec la claire intention de poursuivre les projets de dépeuplement.

D'autre part, le Congrès National Indigène a enregistré 117 assassinats depuis sa création en 1996, et 11 disparitions. En seulement 5 mois de l'actuel gouvernement ont été enregistrés 10 assassinats de membres du CNI (18). Il y a une guerre déclarée contre le zapatisme, qui implique non seulement le renforcement de la militarisation en territoire de l'EZLN, mais également l'agression permanente jusqu'à l'assassinat de qui s'opposent à la prise en main par l'état de leur manière d'organiser leur vie.

Cela illustre la réalité de la guerre dans laquelle nous sommes déjà plongés et la réalité de la guerre qui vient. Le 26 juin ont été découverts morts, alors qu'ils tentaient de franchir la frontière Oscar Martinez de 25 ans et sa fille Valeria de 23 mois sur les berges du Rio Bravo, dans le Nord du Pays. L'Organisation Internationale des Migrations a publié une étude nommée « Fatal Journeys Missing Migrant Children » (19) dans laquelle elle signale que les morts de migrants sont dues à 3 causes principales 1) accidents sur le train appelé la Bestia, 2)-les causes inconnues comme les disparitions, 3)- la violence ; et elle affirme

qu'en 5 ans, depuis 2014 à nos jours ont été enregistrées 1907 morts de migrants [chiffre largement sous-estimé, il y a des dizaines de corps sans organes trouvés dans des charniers anonymes, des centaines de corps non-identifiés dans les morgues, et tout ceux qu'on ne trouvera jamais. Il y a des milliers de familles qui cherchent leurs disparus et attendent parfois indéfiniment des résultats d'analyse ADN dont les résultats viennent au compte-goutte.NdT], mais ils oublient d'expliquer les causes ponctuelles qui ont été à l'origine de la violence ainsi que la dépossession de ceux qui migrent, et le rôle joué par les Forces Armées dans ces processus.

L'image des assassinats de Berta Cáceres au Honduras, des peuples Xincas et Mayas au Guatemala, des étudiants et habitants réprimés et assassinés au Nicaragua, de la crise politique au Panama, des expropriations territoriales au Costa Rica, nous montre que c'est précisément cette violence de la classe criminelle transnationale, des corporations et leurs acteurs légaux et illégaux, leurs liens avec les institutions de l'état ainsi que la militarisation et la para-militarisation, c'est cela les facteurs qui ont obligé les personnes à abandonner leur territoire et/ou résister jusqu'à être assassinés.

L'Amérique Centrale et le Sud-Est mexicain se présentent à nous comme une mosaïque d'images, chaque mosaïque affrontant sa version singulière de la crise et cherchant à en sortir. La guerre qui est en cours, et celle qui vient sont celles des « anonymes », des propriétaires de rien, des délogé(e)s et des exclu(e)s, des déplacé(e)s par la violence d'états, des assassiné(e)s par les balles du capital, des emprisonné(e)s par les grandes corporations, des disparu(e)s par le crime organisé international ; la guerre qui vient sera celle des « anonymes», de ceux qui, comme le dit Galeano, valent moins que la balle qui les abat.

Javier Abimael Ruiz García

Article original en espagnol : [Los espejos del despojo, la militarización y contrainsurgencia en el sureste mexicano y Centroamérica](#), Avispa (Opinion), le 6 juillet 2019. (via [Criterio](#))

Traduction Anne Wolff

Notes

(1)[Despliegue de la GN en la frontera sur quedará listo el martes: Ebrard - Proceso](#)

(2)https://www.cepal.org/sites/default/files/presentation/files/final_final_cepal-presentacion_palacio_nacional_20-05-2019.pdf

(3)[Acceso al Servicio - CentralAmericaData :: Central America Data](#)

Y ver también <http://projects.bancomundial.org>

(4) https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5562774&fecha=14/06/2019

(5)<https://www.jornada.com.mx/ultimas/2019/06/14/el-martes-concluye-despliegue-de-la-gn-en-la-frontend-sur-ebnard-6053.html>

(6)[AMLO ya decidió quien será el jefe del Instituto Nacional de Migración • Forbes México](#)

(7)[Kevin McAleenan Says the Border Patrol Doesn't Make the Laws](#), ver también [La Jornada: Homan aún](#)

[no acepta ser zar fronterizo de Trump](#)

(8)<https://www.southcom.mil/MEDIA/NEWS-ARTICLES/Article/1883162/honduran-soldiers-complete-us-army-led-security-forces-training/>

(9)<https://www.jornada.com.mx/ultimas/2019/06/17/politica-de-trump-prepara-campos-de-concentracion-para-migrantes-5899.html>

(10)[Lo que esconde el Tren Maya: la “cuarta transformación” de las fronteras mexicanas](#)

(11)Renán Vega Cantor y Felipe Martin Novoa “Geopolítica del despojo; biopiratería, genocidio y militarización”. Editorial CEPA. Colombia 2016. Renán Vega Cantor “Los economistas neoliberales: nuevos criminales de guerra”. Editorial IMPRESOL. Febrero 2014, Colombia.

(12)Para más información revisar las investigaciones arriba mencionadas y el documento del Comando Sur titulado “United State, Southern Command, strategy 2018 Partnership for the Americas”. Disponible en: <https://www.resdal.org/ultimos-documentos/usa-command-strategy.pdf> y también; <https://www.southcom.mil>

(13)https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/262602/ZONAS_MILITARES.pdf

(14)[Tlachinollan CDHM on Twitter](#)

(15)Guardia Nacional intentó entrar en albergue: Casa del Migrante

(16)[Las consultas a pueblos indígenas son sólo las trampas del poder – Desinformémonos](#)

(17) (18)[La “guerra” contra el Congreso Nacional Indígena](#)

(19)https://publications.iom.int/system/files/pdf/fatal_journeys_4.pdf

Source [Criterio](#)

La source originale de cet article est [Avispa \(Opinion\)](#)
Copyright © [Javier Abimael Ruiz García](#), [Avispa \(Opinion\)](#), 2019

Articles Par : [Javier Abimael Ruiz García](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca